

“ Nous explorons des modèles **plus durables**”

Énergies renouvelables, justice climatique, alimentation durable et biodiversité marine : la directrice de Greenpeace Suisse, Iris Menn, revient sur les origines de sa propre fibre écologique et aborde les combats actuels de l'ONG. Entretien dans son bureau, à Zurich.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICIA MICHAUD

Iris, racontez-nous quand votre fibre écologique a-t-elle émergé ?

■ Mon engagement a démarré lorsque j'avais une quinzaine d'années. J'ai alors commencé à soutenir Greenpeace. Eh oui, déjà... Dans mon environnement familial, on prend soin de la nature, y compris de la nature humaine. On chérit les petites choses, telles que les fourmis ou les fleurs. Mes parents n'étaient pas des militants. Mais ils étaient écologistes. À la maison, il y avait toujours assez de tout, mais jamais trop. Dans les années 1980, nous faisons du *no food waste* avant l'heure. Quand j'étais enfant, nous passions aussi beaucoup de temps dehors, notamment au bord de la mer du Nord. Lorsque nous allions en vacances sur la côte ouest danoise, la première chose que nous faisons en arrivant était de courir vers les dunes et de nous jeter à l'eau.

Vous aimez l'eau ?

■ Oui, je suis un vrai poisson. C'est probablement de cette exposition précoce que vient ma passion pour la mer, qui m'a entraînée vers des études de biologie marine. Pour les besoins de mes recherches – et notamment de ma thèse de doctorat, qui portait sur les effets du changement climatique sur la diversité des écosystèmes côtiers –, j'ai

vécu quelques années sur l'île allemande de Sylt, au bord de la mer du Nord, à la frontière avec le Danemark. Lorsque j'ai été engagée chez Greenpeace, c'est donc assez logiquement que j'aie travaillé sur les questions marines.

Désormais, vous pilotez l'antenne de Greenpeace en Suisse, un pays enclavé. Est-ce que la mer vous manque ?

■ Il faut relativiser : il y a beaucoup d'eau en Suisse. Et puis, dans la ville de Zurich, où je vis, on entend les mouettes et les goélands ! Je m'en suis rendu compte durant mon entretien d'embauche, et cela m'a aidée à prendre ma décision (*rires*). Plus sérieusement, en tant que responsable nationale de Greenpeace, j'ai la possibilité de toucher à une large palette de thèmes, ce qui est passionnant. Et bien sûr aussi de participer aux réflexions stratégiques, c'est-à-dire déterminer quels dossiers sont les plus pertinents d'un point de vue politique et sociétal, afin de façonner au mieux l'avenir.

Vous l'avez dit, vous habitez en ville. Comment introduisez-vous la nature dans votre vie ?

■ Je passe le plus de temps possible dehors, dans la nature, en

forêt. Depuis longtemps, j'ai pour tradition de séjourner durant la période du Nouvel An sur une île en mer du Nord. J'y fais le plein de vagues, de vent, de plage, d'air et d'oiseaux marins. C'est un peu ça, mon style de vie : un quotidien urbain et intense, compensé par des phases de respiration dans la nature. J'essaie aussi d'intégrer des réflexes tout simples au jour le jour, comme observer l'évolution d'un magnolia planté au coin de la rue.

Quel est l'état de l'engagement environnemental de la population suisse ?

■ L'un des défis actuels, c'est que les gens ne se rendent pas (encore) assez compte qu'un engagement pour l'environnement, c'est un engagement pour le futur. Et même un investissement pour le futur. Si nous ne le faisons pas maintenant, nous en paierons le prix.

Pourquoi est-il difficile de faire comprendre ce lien de cause à effet ?

■ Nous vivons dans un monde très disruptif et générateur d'insécurité. Il y a de l'inflation et des guerres, y compris en Europe. Dans ce contexte, certains États ont tendance à se rétracter des accords internationaux, notamment en matière de droits humains →



“ C'est un peu ça, mon style de vie : un quotidien urbain et intense, compensé par des phases de respiration dans la nature. ”

Un CV très green

Agée de 55 ans, Iris Menn est titulaire d'un doctorat en biologie marine. Elle dirige Greenpeace Suisse depuis 2018 après avoir œuvré pendant douze ans pour Greenpeace Allemagne dans son pays d'origine.



Un monstre de plastique construit par Greenpeace devant le siège de Nestlé, en avril 2019.

→ et environnementaux. Et les individus peuvent être tentés de se replier sur eux-mêmes, de se concentrer sur leurs besoins « *ici et maintenant* », sur la sécurité financière à court terme, par peur de perdre en confort. Les campagnes en prévision des votations jouent beaucoup sur cette peur. Certes, nos intérêts personnels ont une valeur. Mais il est important que nous regardions toutes et tous plus loin que le bout de notre nez.

L'une des missions de Greenpeace – parallèlement à ses activités de terrain sur des thèmes ciblés – est de cultiver cette vision plus large. Comment vous y prenez-vous ?

■ Nous avons, par exemple, un projet baptisé *Change*, qui s'interroge sur la transformation de notre société. Nous explorons des modèles plus durables tels que le *Doughnut Economics*, qui propose d'organiser nos économies de ma-

nière à ne pas dépasser les limites de la planète et à ne pas descendre en dessous des seuils sociaux. Nous avons lancé un appel à candidatures auprès de communes souhaitant tester ce modèle et nous sommes en train de discuter avec plusieurs d'entre elles de l'organisation concrète d'une telle démarche. À l'étranger, certaines villes ont déjà adopté ce concept développé par l'économiste britannique Kate Raworth, dont Amsterdam, Tomelilla (Suède) et Bad Nauheim (Allemagne). L'idée est aussi de s'écarter de la notion de produit intérieur brut (PIB) comme principal indicateur de bien-être et d'intégrer d'autres facteurs non monétaires. Mais c'est un défi, car aussi bien dans la politique que dans l'économie, on préfère s'accrocher à ce qui existe déjà.

Ce défi est-il encore plus grand dans un pays riche comme la Suisse ?

■ Oui, on se heurte peut-être plus qu'ailleurs à un argument du type : « *C'est tellement bien chez nous, pourquoi changer et prendre le risque que ce soit moins bien ?* » J'ai envie de répondre : « *Parce que ça pourrait être encore mieux !* »

Par exemple, pour les émissions de CO₂ générées à l'étranger par les produits que nous importons, nous faisons partie des 15 pires pays du monde.

À quels autres défis fait face Greenpeace Suisse ?

■ Au niveau politique, nous sommes confrontés à un Conseil fédéral et à un Parlement – du moins un Conseil des États – plutôt conservateurs. Cet état de fait, combiné au climat géopolitique actuel, entraîne une dépriorisation des thèmes environnementaux à l'agenda politique. Le programme d'allègement budgétaire 2027, adopté en mars dernier par les Chambres, prévoit des coupes dans le domaine climatique, mais aussi dans le soutien aux organisations internationales. Or, la Suisse s'est engagée, à travers des accords internationaux, pour la protection de la biodiversité et des eaux internationales. Si on réduit le soutien aux ONG qui travaillent sur ces missions, il devient difficile de tenir nos engagements climatiques. Obtenir un changement politique aligné avec nos buts constitue un vrai défi. Prenons l'exemple de la promotion des énergies renouvelables : elles permettraient de couvrir les besoins de la Suisse de façon durable, moyennant des investissements. Or, les débats sur la construction de nouvelles centrales nucléaires détournent de cela.

Outre la lutte contre la construction de nouvelles centrales nucléaires, quelles sont les priorités actuelles de Greenpeace Suisse ?

■ Un point fort est notre engagement pour la justice climatique. En collaboration avec les Aînés pour le climat (> *Pas de retraite pour le climat, S+ n° 4 Métamorphoses*), nous avons connu il y a deux ans un succès de taille devant la Cour européenne des droits de l'homme, à savoir la reconnaissance de la protection du climat comme un

droit humain. Notre travail juridique et politique se poursuit afin que la Suisse se tienne à ce principe. Un autre dossier prioritaire est l'alimentation. En terre helvétique, l'agriculture et l'alimentation constituent l'une des grandes sources d'émissions de CO₂. Selon nous, la politique agricole 2030+ présentée par la Confédération ne répond pas aux défis environnementaux. Nous nous battons par ailleurs afin que les supermarchés – dont l'assortiment a une grande influence sur la consommation de la population et donc, par ricochet, sur la production – s'orientent davantage vers les protéines végétales. Une agriculture durable est celle qui produit en priorité de la nourriture pour les humains et non pour les animaux.

La question de la protection des eaux – qui vous tient personnellement à cœur – occupe également votre ONG...

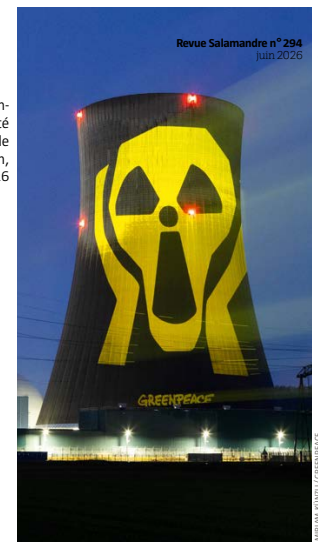
■ En effet. Alors que le traité international sur la haute mer est entré en vigueur en janvier 2026 et que

le Conseil fédéral l'a approuvé, la Suisse n'a pas encore ratifié cet accord. Nous attendons depuis des mois l'ouverture d'une procédure de consultation en ce sens. Un autre dossier en cours est celui des extractions minières en eaux profondes, que nous souhaitons faire interdire. La Suisse a un rôle direct à jouer, puisque l'entreprise fribourgeoise Allseas est l'une des plus fortement impliquées à l'échelle mondiale dans le développement de l'exploitation minière en eaux profondes (> *Océans, les métaux ou la vie, S+ n° 3 Eau*).

Le 8 mars dernier, l'initiative pour un fonds climat a été rejetée en votation populaire à près de 71 % des voix. Ce résultat vous a-t-il surpris ?

■ Malheureusement, il a été assez vite clair que le texte serait refusé. Comme souvent, plutôt que la durabilité, ce sont les coûts qui ont figuré au centre du débat. Les opposantes et opposants ont martelé que si l'initiative passait, il faudrait couper dans des budgets ailleurs.

Des activistes de Greenpeace ont projeté une image sur la centrale nucléaire de Gösgen, le 28 janvier 2026



Iris Menn avec des membres de son équipe.

Un pansement géant posé sur le glacier de Tsanfleuron par les Aînés pour le climat, le 9 septembre 2022.



“ Une agriculture durable est celle qui produit d'abord de la nourriture pour les humains et non pour les animaux. ”